

Juillet 2015

Le marché : ce qu'il peut dire et ce qu'il ne peut pas dire.

Les lignes qui suivent ont pour but d'alimenter la réflexion des lecteurs sur les mérites mais aussi les limites du marché.

1 – Les craintes de Georges Soros : « L'intégrisme du marché représente une menace plus redoutable pour la société ouverte que l'idéologie totalitaire ».

Sur les conséquences découlant de marchés non encadrés ou non régulés, George SOROS, le célèbre spéculateur mondial, est radical. Il n'hésitait pas à déclarer en 1996 : « ...si des gens comme moi peuvent faire chuter des gouvernements, c'est qu'il y a quelque chose de détraqué dans le système ». **On ne peut être plus sévère à l'encontre des responsables politiques.**

Dans son livre « L'intégrisme des marchés », publié en 1998, il explique très bien l'opposition entre valeurs du marché et valeurs sociales dans les termes suivants :

*«...Comme intervenant anonyme sur les marchés financiers, je n'ai jamais eu à peser les conséquences sociales de mes actes. En certaines circonstances, j'étais conscient que leurs retombées pouvaient être néfastes, mais je ne m'en préoccupais guère, puisque j'agissais dans le respect des règles. **Si je m'étais imposé des contraintes supplémentaires, j'aurais fini par perdre. Je savais que mes scrupules ne changeraient rien au monde réel, étant donné les conditions de concurrence efficace ou presque parfaite qui règnent sur les places financières** ».*

Quelques pages plus loin, il enfonce le clou à nouveau :

*« En tant qu'intervenant sur les marchés, j'essaie de maximiser mes profits. En tant que citoyen, je me préoccupe de valeurs sociales : paix, justice, liberté etc. Ma participation au marché ne me permet pas d'exprimer mon attachement à ces valeurs. Supposons que les règles qui gouvernent les marchés financiers doivent être modifiées. Je ne peux les changer unilatéralement. **Si je m'impose des règles sans les imposer aux autres, mes performances sur les marchés s'en ressentiront, mais cela n'aura aucun effet sur les marchés eux-mêmes, puisque aucun agent isolé ne peut les modifier** ».*

En clair, sur un marché totalement libre, si votre concurrent est un voyou, vous devez être un voyou, sinon, vous sortez du jeu. Vous n'avez pas le choix.

Ceci conduit George Soros à affirmer (page19) : « ... *Le capitalisme, avec sa confiance illimitée dans les forces du marché, constitue un danger d'un nouveau genre. L'intégrisme du marché représente une menace plus redoutable pour la société ouverte que l'idéologie totalitaire* ».

Georges Soros sait parfaitement ce qu'est une idéologie totalitaire, ayant connu le nazisme et le communisme.

2 - Les limites du rôle du marché, selon le professeur Aglietta : « *le marché n'a jamais été capable, à lui seul, de préserver la cohésion sociale.* »

Le 9 décembre 1997 Michel Aglietta, professeur à l'Université Paris-X-Nanterre, déclarait au journal Le Monde : « *L'individualisme a une face positive : il engendre de l'initiative, il nourrit chez l'individu une envie de changer le futur, le sien et celui de ses enfants.*

Il a une face négative : il exacerbe les forces du marché. Or, le marché n'a jamais été capable, à lui seul, de préserver la cohésion sociale. Il ne sait pas empêcher que les salariés soient exclus du marché du travail, en grand nombre ou que les inégalités sociales croissent sans limite.

La médiation politique crée des valeurs communes grâce auxquelles les individus se reconnaissent membres d'une même collectivité. Elle inscrit ces valeurs dans des institutions qui ont une action régulatrice sur la dynamique du capitalisme. Cette régulation s'est profondément dégradée depuis une vingtaine d'années.... »

3 - Le constat du CJD en 1994 : « *Depuis vingt ans¹, l'entreprise, pour gagner, fait perdre la société* ».

Le Centre des Jeunes Dirigeants d'Entreprises (CJD) a parfaitement identifié le problème il y a plus de vingt ans. Il a eu le courage de l'exposer clairement, et de chercher en permanence les meilleures réponses. (C'est sans doute l'une des raisons pour lesquelles il réclame - à juste titre - le droit à l'expérimentation).

Dans la préface de son livre « L'Entreprise au XXIème Siècle », publié en 1994, il écrivait : « *Depuis vingt ans, l'entreprise, pour gagner, fait perdre la société. Jusqu'à quand et à quel prix cette situation est-elle soutenable ?* »

Il ajoutait :

« Interpellés par les politiques et l'opinion sur le thème de l'emploi, mais impuissants face à cette demande, ligotés par la dictature des marchés, mais incapables d'y résister, les chefs d'entreprise que nous sommes sont de plus en plus écartelés entre leurs exigences sociales et les contraintes économiques. Sur le fil du rasoir, nous oscillons entre les plans sociaux que nous sommes contraints de mettre en place (pour traverser une passe difficile, pour

¹ C'est-à-dire, selon le CJD, depuis la décennie 70.

assurer la pérennité de l'entreprise...) et les entreprises d'insertion que nous nous sentons tenus de soutenir. Nous sommes parfois obligés, pour gagner des marchés, de nous soumettre à des pratiques douteuses, tandis que nous défendons des valeurs de loyauté, de justice et de libre entreprise. Nous nous inclinons face à la Loi du marché, qui est celle du plus fort, tout en prônant le respect de l'autre dans sa différence.

Citoyens, nous traversons une crise de sens et de valeurs, parce que nous nous sommes laissés piéger par l'idée que l'économie libérale de marché était la seule forme d'économie valable et parce que nous avons laissé l'agent économique l'emporter sur le responsable politique, au sens noble du terme.»

4 - Le résumé du Président de la République Française, en 2010

Dans son discours introductif du 14 septembre 2009, lors de la remise du rapport Stiglitz, le Président de la République Française n'y est pas allé par quatre chemins, résumant « à la hussarde » tout ce qui précède :

«Derrière la religion du chiffre, derrière tout l'édifice de nos représentations statistiques et comptables il y a aussi la religion du marché qui a toujours raison. Il y a cette idée que le marché peut résoudre tous les problèmes, donner le vrai prix à chaque chose.

Si le marché avait la bonne réponse à tout, cela se saurait.

Si le marché ne se trompait jamais cela se verrait.

Il y a des marchés incomplets, il y a des marchés imparfaits.

Le marché n'est pas porteur de sens.

Il n'est pas porteur de responsabilité.

Il n'est pas porteur de projet.

Il n'est pas porteur de vision.

Les marchés financiers encore moins.

On ne sait pas la valeur d'un actif parce que le marché donne un prix toutes les secondes. C'est même tout le contraire.

Il faut que la loi de l'offre et de la demande puisse s'exprimer. Elle nous donne des indications précieuses. Mais on ne construit pas un projet de société, on ne construit pas un projet de civilisation uniquement à partir du marché. Un projet de civilisation, c'est une volonté collective, un effort collectif inscrits dans la durée. Ce n'est pas que le fruit de la confrontation instantanée de l'offre et de la demande.

Nous ne résoudrons pas le problème du réchauffement climatique simplement en laissant s'instaurer l'équilibre sur le marché du carbone, pas plus que nous n'avons réussi à maîtriser les risques économiques et financiers en laissant s'instaurer l'équilibre de l'offre et de la demande sur les marchés des risques.

Nous ne pouvons pas nous concentrer uniquement sur les données que nous fournit le marché. A force de faire comme si toute la vérité était dans le marché, on finit par le croire. Mais si c'était vrai, nous n'en serions pas où nous en sommes.

On fait dire aux marchés, comme à la statistique, ce qu'ils ne peuvent pas dire ».